



17.1.103-E.17.01.103 (gw)

Bruxelles, le 12 avril 2011

**Concerne : Demande d'éclaircissements concernant le plan d'action en matière des énergies renouvelables du Grand-Duché de Luxembourg**

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre n° 102445 du 9 février 2011 et de vous faire part des réponses des autorités luxembourgeoises aux différentes questions posées.

En réponse au premier point de la question **Q4.2.1** concernant les procédures d'autorisation, et plus précisément la conciliation entre la protection de la nature et des énergies renouvelables, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le chapitre 4.2.1 du Plan d'action national donne un aperçu des procédures administratives et d'aménagement du territoire (article 13, paragraphe 1, de la Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE (ci-après la « Directive »)). Le point (a) établit une liste des mesures législatives nationales et, le cas échéant, régionales en matière de procédures d'autorisation, de certification et d'octroi de licences, notamment en ce qui concerne l'aménagement du territoire, qui s'appliquent aux installations de production et aux infrastructures connexes du réseau de transport et de distribution. Le point (b) établit une liste des ministère(s)/autorité(s) responsable(s) et compétents dans le domaine et le point (f) précise quel niveau administratif (local, régional et national) est responsable de l'autorisation, de la certification et de l'octroi de licences pour les installations d'énergie renouvelable et de l'aménagement du territoire.

Des concertations sont menées entre d'un côté les ministères/autorités mentionnés sous les points (b) et (f) du chapitre 4.2.1 du Plan d'action national, responsables des mesures législatives nationales mentionnées sous le point (a) du chapitre 4.2.1 du Plan d'action national et d'un autre côté le ministère chargé de la transposition de la Directive. Au cours de ces concertations, il est discuté de la manière à améliorer la situation actuelle grâce à des mesures spécifiques, notamment en conciliant protection de la nature et énergies renouvelables. Les ministères/autorités impliqués dans ces concertations sont les ministères/autorités chargés de la protection de la nature et des énergies renouvelables. Ce sont plus particulièrement:

- Ministère du Développement durable et des Infrastructures;
- Administration de l'Environnement;
- Administration de la Gestion de l'Eau;
- Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

En cas de nécessité, les ministères concernés se concerteront avec le Comité à la Simplification Administrative rattaché au Ministère d'Etat afin de prendre des mesures supplémentaires.

En réponse au deuxième point de la question **Q4.2.1** concernant les procédures d'autorisation, et plus précisément les classes d'établissement, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le chapitre 4.2.1, point (i) du Plan d'action national précise que les classes d'établissement 1, 2, 3, 3A, 3B et 4 sont définies selon le type de technologie utilisé. D'autres critères de classification sont la taille de l'installation (p.ex. puissance, dimension) et/ou l'emplacement.

En réponse à la question **Q4.2.3** concernant les bâtiments, et plus précisément l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le secteur des bâtiments, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le chapitre 4.2.3 point (c) du Plan d'action national précise que:

*« Seit der im Jahre 2007 vollzogenen Einführung einer neuen Berechnungsmethode betreffend Energienachweise und Energieausweise im Gebäudebereich, welche einen Primärenergieansatz verfolgt, wird der Einsatz erneuerbarer Energie in Gebäuden positiv bewertet, da mit erneuerbarer Energie bessere Energieklassen im Energieausweis zu erreichen sind. Im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2009/28/EG soll überprüft werden, ob und wenn, ab welchem Zeitpunkt, eine Einsatzpflicht von erneuerbaren Energien in Gebäuden für die Erfüllung des erneuerbaren Energien-Ziels von Vorteil sein könnte. »*

Le chapitre 4.2.3 point (f) du Plan d'action national précise en outre que:

*« Aktuell sind keine Mindestwerte für die Nutzung erneuerbarer Energie in den Bauvorschriften und Regelwerken vorgesehen. Die spezifischen Eigenschaften von erneuerbaren Energiequellen werden, im Rahmen des « Règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation » bei der Berechnung des Gesamt-Primärenergiekennwerts und des Gesamt-CO2-Emissionskennwerts berücksichtigt. Somit findet hier ein indirekter positiver Anreiz für die Nutzung und Steigerung erneuerbarer Energie in Gebäuden statt. Im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2009/28/EG soll überprüft werden, ob und wenn, ab welchem Zeitpunkt, eine Einsatzpflicht von erneuerbaren Energien in Gebäuden für die Erfüllung des erneuerbaren Energien-Ziels von Vorteil sein könnte. »*

Dans un premier temps, je considère donc que la certification énergétique de la performance énergétique des bâtiments incite suffisamment les énergies renouvelables dans les bâtiments. Il y a cependant lieu de considérer que les réformes prévues pour le renforcement des exigences en

matière d'efficacité énergétique des bâtiments augmenteront de façon implicite le recours aux énergies renouvelables du fait que la méthodologie de calcul appliquée au Grand-Duché de Luxembourg fixe des exigences en matière du besoin en énergie primaire et du besoin en chaleur de chauffage.

En réponse à la question **Q4.2.5** concernant la certification des installateurs, et plus précisément l'organisme responsable de la mise en place et de l'agrément, avant 2012, de systèmes de certification/qualification à l'usage des installateurs de chaudières et de poêles à biomasse, de systèmes solaires photovoltaïques ou thermiques, de systèmes géothermiques superficiels et de pompes à chaleur de petite taille, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le chapitre 4.2.5, points (a) et (b) du Plan d'action national précise que:

*« Derzeit bestehen keine Rechtsvorschriften oder anderweitige Instrumentarien, welche die Zertifizierungssysteme oder gleichwertige Qualifikations-systeme im Sinne von Artikel 14, Absatz 3 umsetzen. Diese sollen im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie erstellt werden. »*

La Directive dispose dans son article 14, paragraphe (3) que:

*« Les États membres veillent à ce que des systèmes de certification ou des systèmes de qualification équivalents soient mis à la disposition, le 31 décembre 2012 au plus tard, des installateurs de chaudières et de poêles à biomasse, de systèmes solaires photovoltaïques ou thermiques, de systèmes géothermiques superficiels et de pompes à chaleur de petite taille. (...). »*

Actuellement, aucun organisme responsable de la mise en place et de l'agrément de systèmes de certification/qualification n'a été désigné. Le Grand-Duché de Luxembourg est en train d'analyser les différentes possibilités de la mise en place de ces systèmes de certification et prévoit de légiférer dans ce domaine avant la date butoir prévue par la Directive pour se conformer à cette disposition. Il est cependant à noter que la Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg organise - comme indiqué au chapitre 4.2.5 point (c) du Plan d'action national - une formation continue pour l'artisanat et les installateurs. Un label de qualité est attribué aux entreprises ayant suivi avec succès cette formation continue.

En réponse au premier point de la question **Q4.2.6** concernant le développement des infrastructures du réseau d'électricité, et plus précisément la capacité et le calendrier du projet de raccordement supplémentaire avec le réseau électrique français, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le gestionnaire du réseau de transport luxembourgeois CREOS Luxembourg S.A. a confirmé que des analyses sont actuellement en cours en vue d'identifier les possibilités d'interconnexions électriques supplémentaires du Grand-Duché de Luxembourg avec ses pays limitrophes. Ces études n'ont pas encore abouti et des précisions sur le calendrier de la réalisation de projets éventuels ne peuvent actuellement pas être données. Reste à préciser que les analyses menées tiennent compte du développement des énergies renouvelables au niveau national et européen. J'attire dans ce contexte votre attention à mon courrier n° 21003 du 16 février 2011, adressé à Madame Catherine Day, qui aborde également la question du développement des infrastructures du réseau d'électricité.

En réponse au deuxième point de la question **Q4.2.6** concernant le développement des infrastructures du réseau d'électricité, et plus précisément la coordination entre l'approbation de l'infrastructure de réseau et les autres procédures administratives d'aménagement, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le gestionnaire du réseau qui envisage la construction d'une nouvelle infrastructure de réseau électrique à haute tension est responsable de se procurer toutes les autorisations qui sont requises par la législation et la réglementation nationale.

En ce qui concerne l'accélération et la simplification des procédures d'autorisation pour les infrastructures, le Gouvernement luxembourgeois est en train, conformément au programme gouvernemental de 2009, d'élaborer un projet de loi intitulé « projet de loi portant a) simplification et accélération de la procédure d'autorisation des établissements classés et b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés » qui a notamment pour objet de simplifier et d'accélérer la procédure d'autorisation dite « commodo-incommodo » instaurée par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En réponse au troisième point de la question **Q4.2.6** concernant le développement des infrastructures du réseau d'électricité, et plus précisément les mesures prises pour garantir que les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution fournissent à tout nouveau producteur souhaitant être connecté au réseau un calendrier précis pour le traitement de sa demande et un calendrier indicatif pour son raccordement au réseau, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Dans mon courrier n° 21003 du 16 février 2011, adressé à Madame Catherine Day, j'ai précisé que la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « Loi électricité ») dispose dans son article 5, paragraphes (3) à (5) que les gestionnaires de réseau sont tenus d'établir des conditions générales de raccordement qui doivent faire partie intégrante des contrats à conclure entre le gestionnaire de réseau concerné et le client. En plus, chaque gestionnaire est tenu de déterminer des conditions techniques et financières de raccordement. Ces conditions sont à soumettre à la procédure d'acceptation prévue par la Loi électricité. Les modalités suivant lesquelles le gestionnaire concerné doit informer le producteur des conditions techniques, financières et des délais y relatifs peuvent être précisées par voie de règlement de l'Institut Luxembourgeois de Régulation et ceci en vertu de l'article 54, paragraphe (4), point a) de la Loi électricité qui habilite le régulateur à fixer les modalités pratiques et procédurales nécessaires dans certains domaines.

En réponse à la question **Q4.2.7** concernant la gestion du réseau d'électricité, et plus précisément la mise en œuvre des mesures concrètes concernant le réseau et le marché qui ont été prises pour minimiser la réduction de la production d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables, je peux vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne les questions d'ajustement, la Loi électricité dispose dans son article 27, paragraphe (10) que:

*« Lorsque, dans le cadre de l'ajustement, le gestionnaire de réseau de transport ou le gestionnaire d'un réseau industriel fait appel à ces moyens, il tient compte*

*de l'ordre de préséance économique de l'électricité provenant des installations de production disponibles ou de transferts par interconnexion, ainsi que des contraintes techniques pesant sur le réseau tout en donnant la priorité aux productions qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ou des déchets ou qui produisent de la chaleur et de l'électricité combinées. »*

En réponse à la question **Q4.2.10** concernant les critères de durabilité des biocarburants, et plus précisément comment les critères de durabilité pour les biocarburants et les bioliquides seront mis en œuvre au niveau national, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Par mes courriers adressés à Madame Catherine Day en date du 16 février 2011 (n° 21003) et du 30 mars 2011 (n° 21148) le Grand-Duché de Luxembourg a notifié la transposition complète des dispositions de la Directive. Les dispositions concernant les critères de durabilité tels que prévus par la Directive ont été transposées en droit national par le « *Règlement grand-ducal du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et les bioliquides* » (Mémorial A n° 41 du 2 mars 2011, p. 590). Ce règlement précise les critères de durabilité pour les biocarburants et les bioliquides mis à la consommation sur le territoire national, le système de vérification du respect des critères de durabilité et crée la base pour pouvoir prendre en compte les biocarburants et les bioliquides pour la réalisation des objectifs nationaux prévus par la Directive. Plus précisément le règlement grand-ducal précise dans son article 2, paragraphe 1 que:

*« Indépendamment du fait que les matières premières ont été cultivées sur le territoire de l'Union européenne ou en dehors de celle-ci, les biocarburants et bioliquides mis à la consommation sur le territoire national doivent respecter les critères de durabilité prévus aux articles 3 à 6. »*

Les articles 3 à 6 du règlement grand-ducal reprennent les critères de durabilité de l'article 17, paragraphes 2 à 5 de la Directive.

L'article 8 du même règlement grand-ducal précise que:

*« Les opérateurs concernés doivent montrer que les critères de durabilité prévus aux articles 3 à 6, ont été respectés pour les biocarburants et les bioliquides. »*

L'article 9, paragraphe 1 du même règlement grand-ducal précise en outre que:

*« Aux fins de l'article 8, les opérateurs concernés soumettent des informations fiables à l'Administration de l'environnement et à sa demande, les données utilisées pour établir les informations. »*

L'Administration de l'Environnement est donc chargée de la surveillance du respect des critères de durabilité des biocarburants.

En réponse à la question **Q4.5** concernant les régimes d'aide en faveur des biocarburants et plus précisément les obligations ou objectifs concrets pour chaque année (par carburant ou par technologie) jusqu'en 2020, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Le chapitre 5.1, tableau 12 du Plan d'action national donne des précisions indicatives concernant les obligations ou objectifs pour chaque année par carburant jusqu'en 2020.

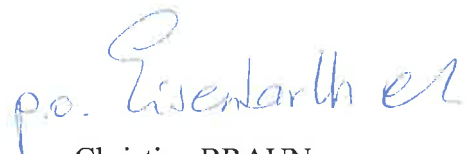
En réponse à la question **Q4.6.1** concernant l'approvisionnement en biomasse, et plus précisément les facteurs de conversion pour l'approvisionnement en biomasse ligneuse pour la production d'énergie, je peux vous communiquer les informations ci-après:

Les quantités de ressources nationales prévues sont exprimées, tout comme les productions d'énergie primaire, en ktep. Ainsi, il n'y a pas de facteur de conversion liant ces deux colonnes. La première colonne indique les ressources qui sont attendues pour l'année en question tandis que la deuxième colonne indique l'énergie contenue dans les ressources réellement utilisées à des fins énergétiques. De cette manière, si la valeur des ressources est plus élevée que celle de l'énergie primaire, cela signifie que ces ressources ne seront pas utilisées intégralement pour de la production d'énergie. A l'inverse, si la production d'énergie primaire est supérieure, cela indique que des importations auront lieu. Ceci est notamment le cas pour l'approvisionnement indirect en biomasse ligneuse. Le chapitre 4.6.1 du Plan d'action national donne les précisions supplémentaires suivantes:

*« Welche Rolle wird importierte Biomasse bis 2020 voraussichtlich spielen? Geben Sie bitte die erwarteten Einfuhrmengen (in tausend t RÖE) und mögliche Lieferländer an.*

*Importe von Biomasse werden insbesondere für die Kategorie « indirekt für die Energieerzeugung verfügbare Holzbiomasse » in einem Volumen von 45 ktoe im Jahr 2020 erwartet. Die möglichen Lieferländer werden sich aus der jeweiligen Marktlage für diese Produkte in der Zukunft ergeben. »*

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma haute considération.



Christian BRAUN  
Ambassadeur Représentant Permanent

Monsieur Philip LOWE  
Directeur général  
DG Energie  
Commission européenne